

.....3 questions à **Jean-Pierre Sueur** **« Il faut inventer une nouvelle urbanité »**

A l'initiative de l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF), de la Fédération des maires des villes moyennes (FMVM) et de l'Association des maires ville et banlieue de France (AMVBF), la première conférence des villes se tiendra le 4 avril, à Paris.

Jean-Pierre Sueur est président de l'Association des maires des grandes villes de France et maire d'Orléans.

L'un des objectifs pour les associations d'élus à l'initiative de la première conférence des villes est de se faire entendre d'une seule voix. Mais qu'existe-t-il de commun entre grande, moyenne, ville-centre et ville de banlieue ?

Il existe un « fait urbain ». Il y a une civilisation urbaine. Il y a, au sein des agglomérations, des solidarités évidentes entre les villes, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites. Nombre de questions ne peuvent avoir, aujourd'hui, de réponse qu'au niveau de l'agglomération. Enfin, il existe aujourd'hui, de plus en plus, des « réseaux de ville » : quelle que soit leur taille, les villes ont un destin lié au sein des mêmes territoires. Et toutes les villes sont confrontées, ensemble, à la question de savoir quel sera notre projet urbain pour les décennies à venir. Nos espaces urbains sont, encore trop souvent, des « patchworks » faits d'entités juxtaposées : centres anciens, faubourgs, périphéries, grands ensembles, entrées de ville « commerciales », zones de loisirs, parcs d'activités, technopoles, campus universitaires. Comment à partir de tout cela, mettre en œuvre le « renouvellement urbain » qui nous permettra d'éviter certaines erreurs du passé, de retrouver des continuités, des transitions, de la convivialité, de refaire pour tous et partout, de l'habitat de qualité, de lutter contre les ségrégations, pour de nouveaux équilibres, pour le droit de tous aux nouvelles formes de mobilité, qui changent le rapport à la ville, etc ? En un mot, il faut inventer une nouvelle urbanité. Toutes les villes sont confrontées à cet enjeu.

Dans la perspective d'une évolution de la décentralisation, quelles seront vos priorités pour les villes ?

Il faut clairement aller vers une seconde étape de décentralisation. Celle-ci suppose la reconnaissance pleine et entière de la réalité que constitue l'agglomération, avec l'élection au suffrage universel direct des membres des conseils d'agglomérations. Nous avons connu, en dix ans, une « révolution tranquille de l'intercommunalité », dans le milieu urbain comme dans l'espace rural. Il faut en tirer les conséquences pour l'assemblée départementale, qui pourrait devenir le lieu de rencontre des intercommunalités urbaines et rurales.

Pour revenir aux agglomérations, il faut qu'à l'avenir les « contrats de ville » et les « contrats d'agglomération » ne fassent qu'un seul et même document. Il doit être clair qu'il n'y a plus de sens à dissocier les politiques de la ville (censées être réparatrices) des politiques urbaines. Il faut partout une forte ambition de « renouvellement urbain ». C'est comme cela que l'on sortira « par le haut » de la crise urbaine, et que l'on évitera de s'enfermer dans la ghettoïsation et les « ségrégations ». Les moyens existent : ils ont été annoncés par le gouvernement lors du dernier comité interministériel des villes. Ils doivent être mobilisés pour cette nouvelle politique, et non pour faire les mêmes contrats de ville que par le passé.

Pour ce qui est de la fiscalité, il faut, qu'à l'avenir, les villes puissent continuer à décider de leurs recettes comme de leurs dépenses. C'est dire que je suis hostile à la tendance qui consisterait à accroître le poids des dotations de l'Etat dans les ressources des collectivités locales. En revanche, il faut davantage de péréquation : il y a de trop profondes inégalités entre les ressources des communes au regard de leurs charges respectives. Si la nécessaire réforme des finances locales doit aboutir à une meilleure « spécialisation » des impôts locaux, elle doit aussi se traduire par plus de justice entre les ressources des différentes collectivités.

Le Sénat est-il, selon vous, représentatif des villes ?

Non, les habitants des villes sont très largement sous-représentés au Sénat. C'est pourquoi les réformes qui ont été entreprises par le gouvernement, à ce sujet, sont pleinement justifiées.